

L'Espagne régularise plus d'un demi-million de migrants

— Alors que l'Union européenne durcit sa politique migratoire, le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez a annoncé, mardi 27 janvier, une régularisation extraordinaire de migrants pour doper son économie.

«C'est un jour historique, nous renforçons un modèle migratoire fondé sur les droits humains, l'intégration et le vivre-ensemble, compatibles avec la croissance économique», assurait, ce mardi 27 janvier, Elma Saiz, porte-parole du gouvernement socialiste et ministre de la sécurité sociale et des migrations. En annonçant une régularisation extraordinaire de plus de 500 000 immigrés illégaux (majoritairement sud-américains), le gouvernement de Pedro Sanchez fait figure d'exception dans l'Union européenne.

Pour approuver le décret, le gouvernement socialiste a scellé un accord avec le parti de la gauche radicale, Podemos. Les migrants devront prouver qu'ils sont arrivés en Espagne avant le 31 décembre 2025, qu'ils étaient présents depuis au moins cinq mois et n'ont aucun antécédent pénal. Entre avril et juin, ils pourront demander un permis de résidence d'un an pour travailler et ensuite, obtenir la régularisation définitive.

«Nous avons trouvé une position commune qui va de la Conférence épiscopale aux anarchistes pour réclamer une régularisation extraordinaire.»

Cette mesure extraordinaire s'inspire d'une loi d'initiative citoyenne (ILP) qui avait recueilli 700 000 signatures de la société civile et de plus de 900 organisations sociales, ONG et institutions de l'Église (Conférence épiscopale, Caritas). Déposée au Parlement par plusieurs collectifs de migrants, elle a été soutenue en avril 2024 par tous les partis, sauf l'extrême droite (Vox), mais



Un rassemblement pour défendre l'initiative législative populaire en débat au Congrès des députés, en avril 2025, et demandant la régularisation extraordinaire de 500 000 étrangers vivant en situation irrégulière en Espagne. David Canales/Zuma Press/MaxPPP

n'avait pas été adoptée depuis. «Même si cette régularisation se produit après un accord politique et non par l'adoption de cette ILP, nous nous réjouissons», explique Jorge Serrano, ex-leader du parti politique «Por un Mundo mas Justo» (Pour un monde plus juste) et coordonnateur de cette ILP. «Nous avons trouvé une position commune qui va de la Conférence épiscopale aux anarchistes pour réclamer une régularisation extraordinaire et contrer le discours anti-migrants qui émerge depuis 2018 avec l'extrême droite.»

«C'est un acte de justice sociale, de dignité, qui reconnaît l'apport des migrants au développement de notre pays. Cette régularisation extraordinaire avalise le travail mené depuis quatre ans par 900 organisations sociales», déclare la Conférence épiscopale dans un communiqué commun avec Caritas, la Conférence espagnole des religieux et un réseau d'ONG. Les institutions ecclésiastiques se sont beaucoup

impliquées y compris parfois dans des discussions au plus haut niveau avec la droite conservatrice afin de l'amener à changer de position. Mais sous la pression de l'extrême droite, les conservateurs ont durci leur discours. Le leader du Parti populaire (PP, droite conservatrice), Alberto Nunez Feijoo, a accusé le gouvernement d'utiliser cette annonce pour «détourner l'attention» de l'accident ferro-

repères

Entre 1986 et 2005, plus d'un million de personnes régularisées en Espagne

1986. Le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez (Parti socialiste ouvrier, PSOE) lance la première régularisation exceptionnelle d'immigrants sans permis de travail ni de séjour en Espagne, suivie d'une seconde de 1991-1992, portant un total à plus de 150 000 régu-

larisations durant cette période.

1996, 2000 et 2001. José María Aznar (Parti populaire, PP, droite) met en œuvre trois autres procédures de régularisations exceptionnelles d'un total de 524 621 immigrants sans papiers et non ressortissants de l'UE jamais enregistrés.

2005. José Luis Zapatero (PSOE) régularise de façon extraordinaire 576 506 personnes.

construction, de croître sans l'apport de la population immigrée», assure Raymond Torres, directeur de la conjoncture économique chez Funcas, think tank des Caisses d'épargne. De fait 40% des nouveaux emplois créés depuis trois ans sont occupés par des migrants régularisés. Gonzalo Fanjul, militant activiste contre la pauvreté et directeur des recherches au sein de la Fondation Por Causa, se souvient de ce que lui a dit l'un des responsables de l'organisation patronale de la construction: «Dans de nombreux secteurs, le manque de main-d'œuvre devient structurel.» Avec 2,9% de croissance du produit intérieur brut en 2025, l'Espagne figure parmi les économies les plus dynamiques de la zone euro. Bonne nouvelle pour le gouvernement: le taux de chômage vient de passer sous la barre des 10% au quatrième trimestre 2025, du jamais-vu depuis 2008.

Valérie Demon, correspondante à Madrid (Espagne)